

FORÊT • NATURE

OUTILS POUR UNE GESTION
RÉSILIENTE DES ESPACES NATURELS

Tiré à part de la revue **Forêt.Nature**

La reproduction ou la mise en ligne totale ou partielle des textes
et des illustrations est soumise à l'autorisation de la rédaction

foretnature.be

Rédaction : Rue de la Plaine 9, B-6900 Marche. info@foretnature.be. T +32 (0)84 22 35 70

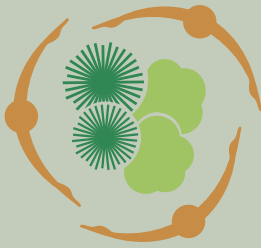
Abonnement à la revue Forêt.Nature :
librairie.foretnature.be

Abonnez-vous gratuitement à Forêt.Mail et Forest.News :
foretnature.be

Retrouvez les anciens articles de la revue
et d'autres ressources : **foretnature.be**

ÉCHOS DU CONGRÈS FORESTIER MONDIAL 2009

CHRISTINE FARCY



WFC 2009

XIII^o Congreso Forestal Mundial
XIIIth World Forestry Congress
XIII^o Congrès forestier mondial
Buenos Aires | Argentina



Le Congrès forestier mondial est l'occasion de sentir la température de ce qui se passe dans tous les domaines de la forêt aux quatre coins du monde. Cet article propose d'en exposer les grandes lignes en reprenant les challenges qui attendent les forestiers dans les années à venir.

Du 18 au 23 octobre s'est tenue à Buenos Aires (Argentine) la 13^{ème} édition du Congrès forestier mondial* qui a réuni plus de sept mille participants provenant de cent soixante pays, dont une majorité du pays hôte et des pays voisins. Organisé tous les 6 ans par une collaboration entre la FAO et le pays hôte, ce congrès était structuré autour du « Développement forestier. Équilibre vital » lui-même décliné en sept thèmes :

- Thème 1. Forêts et biodiversité
- Thème 2. Produire pour le développement
- Thème 3. Les forêts au service des populations
- Thème 4. Protégeons nos forêts
- Thème 5. Opportunités de développement
- Thème 6. Organiser le développement forestier
- Thème 7. Populations et forêts en harmonie

Participer à un tel évènement constitue une occasion de prendre la température du secteur et de sentir les grandes tendances que ce soit lors des sessions officielles

* www.cfm2009.org/fr, tous les diaporamas seront disponibles en ligne.

ou au cours de discussions en coulisses. Bien entendu la vision que l'on en retire reste partielle, voire partielle, puisqu'il est matériellement impossible d'assister à toutes les sessions et que des choix thématiques doivent être faits (2 forums, 5 sessions plénières, 62 sessions simultanées, 117 évènements parallèles, 1 150 posters, 70 stands d'exposants...). Cet article va néanmoins tenter d'exposer les lignes de force de cette réunion internationale ainsi que certains sujets émergents.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avec la tenue prochaine de la 15^{ème} conférence des parties (COP15) de la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) prévue en décembre prochain à Copenhague, c'est en toute logique la question climatique qui a occupé le devant de la scène. Question climatique qui devrait être mise au pluriel tant les liens entre la forêt et le climat sont nombreux : impacts des changements climatiques annoncés sur les forêts, capacités d'adaptation des forêts et des populations qui en vivent, rôles et perspectives des biocarburants, équilibre entre les territoires, forêts et marché du carbone, lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts sous les tropiques...

En plus de sessions ou évènements parallèles spécifiques, deux grandes sessions plénières de plus de 4 heures organisées sous forme de forum ont été consacrées à cette thématique.

Le premier forum s'est focalisé sur la bio-énergie et donc sur le recours à la biomasse forestière comme alternative aux énergies fossiles ; les intervenants se sont

penchés sur les potentialités de développement de ce secteur, sur ses répercussions sur le secteur forestier mais aussi sur ses impacts sociaux et environnementaux. Les opportunités semblent réelles en particulier dans le domaine de la production de biocarburants de deuxième génération tels que l'éthanol cellulosique ; certains pays estimant la filière papetière sans avenir en l'absence de taillis très productifs, semblent prêts à s'engager dans cette voie. Mais les risques sont nombreux et les enjeux de taille comme l'ont suggéré les expériences du Brésil et de la Malaisie : risque de déforestation accrue, compétition avec les autres produits du bois, pression pour une reconversion au détriment des cultures alimentaires... C'est donc sans réelle surprise que lors du vote final, une ligne de fracture nette est apparue entre deux camps de poids similaire à savoir ceux qui jugent le développement de la bio-énergie favorable à la forêt et ceux qui estiment cette perspective globalement néfaste.

Ce forum a par ailleurs contribué à l'ébauche d'un premier fil-rouge de cette réunion internationale à savoir l'impérieuse nécessité d'une vision intersectorielle pour aborder les questions forestières d'aujourd'hui.

Au cours du deuxième forum, l'attention s'est surtout portée sur les moyens de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts en zone tropicale que les experts estiment globalement responsables de 17 à 20 % des émissions de gaz à effet de serre (plus que le secteur du transport), et sur la question du financement des politiques forestières dans les pays concernés.

Divers orateurs se sont succédés pour présenter les différentes facettes du projet

de mécanisme international REDD+ (*Reducing Emission from Deforestation and forest Degradation*) sur lequel ils fondent de nombreux espoirs. Ce projet qui en est encore au stade de l'étude et qui ne devrait pas entrer en vigueur avant 2012, repose sur l'établissement d'un lien explicite entre les incitants économiques destinés à la conservation des forêts et le carbone stocké dans les forêts. Mais en coulisse, le projet fait l'objet d'expectative voire de scepticisme pour des raisons diverses comme la lourdeur et la complexité de sa future mise en œuvre dans des pays en manque de capacité ou la difficulté d'identifier les

propriétaires ou bénéficiaires au risque d'écartier de ces rétributions futures les populations les plus pauvres qui vivent des forêts.

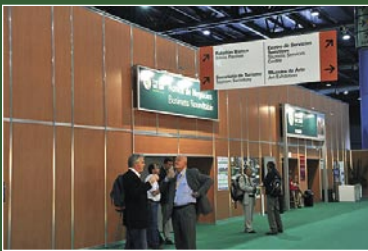
Certains pays souhaiteraient également le développement de mécanismes plus diversifiés dans leur cible et moins spécifiquement tournés vers les seules forêts denses humides. Signalons à ce propos que lors d'autres sessions, plusieurs orateurs, dont le Ministre des forêts de Nouvelle-Zélande, David Carter, ont plaidé pour la poursuite du développement de programmes de boisement intensif dans les zones dégradées, boisements capables d'assurer une production de produits ligneux et de réduire dans le même temps la pression sur les forêts naturelles.

Pour clôturer cet important paragraphe climatique, signalons qu'à l'issue du congrès, un message a été officiellement adressé par les participants à la COP15, message qui appelle à l'action urgente et qui rappelle que « la forêt est plus que le carbone » et qu'il y a lieu de prendre en considération l'ensemble des biens et services qu'elle contribue à générer.

RECENTRAGE
SUR LES ACTEURS DIRECTS

Au cours d'une des conférences inaugurales, le Secrétaire de l'environnement et du développement durable d'Argentine, Homero M. Bibiloni, tisse l'ébauche d'un deuxième fil-rouge de la conférence en insistant sur la nécessité de ne pas se focaliser que sur les produits de la forêt mais aussi sur les hommes qui interviennent dans le processus de production. Cette vision qui fut partagée à diverses

Sessions réservées aux rencontres d'affaires et tables rondes.



© WFC 2009

reprises par différents intervenants révèle une évolution sensible dans les modalités d'implémentation sociale des politiques forestières. Au cours des dernières décennies, les approches centrées sur la répression ont fait progressivement place à des approches axées sur l'incitation, puis sur la participation des acteurs aux processus de décision. La tendance actuelle va un cran plus loin : elle s'appuie en effet sur une implication directe, volontaire ou négociée, des acteurs qui interviennent pratiquement sur le terrain à savoir les propriétaires, gestionnaires et usagers. Dépassant les concepts de multifonctionnalité et de participation aux décisions, cette approche considère ces acteurs agissant comme des producteurs et fournisseurs de services sociaux (santé, ressourcement...) ou environnementaux (eau, biodiversité...) en réponse à une demande sociale ou sociétale.

Une session du thème 3 a été consacrée à l'évaluation des services environnementaux et à la distribution des avantages via des mécanismes de rémunération. Dans ce type de démarche, les gestionnaires agricoles ou forestiers sont rémunérés en échange de la mise en œuvre d'une gestion dont les effets indirects, traduits en termes de services environnementaux (biodiversité, qualité de l'eau...), bénéficient à d'autres acteurs. Précurseur dans le domaine, l'Amérique centrale dispose de plusieurs expériences intéressantes sur le sujet dont certaines perdurent depuis plus de 10 ans. Elles concernent surtout la question de l'eau avec comme déclencheur une situation de crise aigüe résultant d'une menace sur l'approvisionnement en eau et ont généralement débouché sur l'implémentation de contrat négocié entre l'amont et l'aval.

Espace d'exposition des posters et stands.



© WFC 2009

Cette thématique assez jeune génère encore de nombreuses questions. Questions de recherche, comme l'identification des seuils à partir desquels une production de service est jugée significative ; questions de politique, comme l'identification des producteurs et vendeurs de service ou le financement de la gestion dans des situations où les populations avoisinantes bénéficient d'une petite part des services environnementaux et que la majorité restante bénéficie à des populations vivant dans des zones éloignées voire à l'humanité.

L'identification des acteurs et la clarification des relations entre acteurs ont également été mises en exergue au cours d'une session du thème 6 consacrée à la contribution du secteur forestier à l'économie nationale et locale, session que nous avons organisée en collaboration avec notre collègue français Yves Poss (AgroParisTech). Cette session a également permis de mettre en évidence les convergences en matière d'approche territoriale des questions forestières entre des pays confrontés à des contextes socio-économiques aussi différents que le Costa Rica et la France. Le caractère contingent des territoires et la

nécessité d'insérer la démarche territoriale en aval d'une approche stratégique plus englobante ont été rappelés.

Un exposé portant sur le bassin du Congo a permis de mettre en lumière le rôle de l'économie informelle de bois d'œuvre dans le développement local. Cette question de l'informel, loin d'être l'apanage des pays tropicaux, concerne de nombreux pays comme la France (le tiers de la récolte totale relève de l'autoconsommation, estimée à quelque 20 millions de mètres cubes, et la cueillette des champignons reste en dehors de toute statistique) et mérite une attention accrue à l'avenir, tant de la part des chercheurs que des décideurs.

Exposition d'art et concours de photographie.



© WFC 2009

OUVERTURE DE LA FORESTERIE

Lors d'une plénière consacrée au thème 6, le Secrétaire pour l'environnement de Minas Gerais (Brésil), José Carlos Carvalho, a plaidé, dans un discours engagé et percutant, pour une profonde évolution de la foresterie, de ses institutions et de son organisation. Conscient de la complexité des problématiques et des enjeux sociaux qui y sont liés mais aussi de l'importance vitale que représente la forêt et les fonctions qui lui sont associées, il voit cette évolution s'articuler autour de trois mots-clé : vision systémique, approche décloisonnée et intégrée et décentralisation.

Cette ouverture de la foresterie est illustrée par le dynamisme d'une discipline en plein essor à savoir la foresterie urbaine. En 1800, à peine 2 % de la population mondiale vivait dans une zone urbaine. En 1950, 33 % de la population mondiale était urbaine. Le seuil des 50 % a été

1. Nécessité et urgence d'une approche intersectorielle :

- initier des actions intersectorielles globale, régionale, nationale, locale ;
- implémenter des mécanismes de suivi intersectoriel afin d'influer sur les politiques et les actions impliquant le secteur forestier.

2. Prise en compte des perceptions multiples sur l'importance de la forêt et sur les valeurs qu'elle procure ; une meilleure compréhension des pressions qu'elle subit doit permettre de changer les comportements et réduire ces pressions :

- créer des mécanismes innovants pour intégrer les connaissances locales et indigènes ;
- consolider les interfaces entre la connaissance de la forêt et la société.

3. Financement des services non marchands, ou externalités des forêts : eau potable, biodiversité, carbone :

- créer des mécanismes financiers au bénéfice des propriétaires et des communautés incitant à une meilleure gestion des valeurs non marchandes ;
- se concentrer dans l'immédiat sur le changement climatique, notamment le REDD+ ;
- développer des politiques et stratégies intégrées, pour une gestion effective des ressources forestières et hydriques.

4. Importance grandissante des forêts plantées :

- reconnaître leur rôle pour répondre aux besoins environnementaux, sociaux et économiques ;
- priorité aux paysages dégradés, notamment forestiers ;
- recherche et développement en faveur des forêts plantées, pour leur productivité et leur contribution aux niveaux local et du « paysage ».

5. Biomasse forestière et énergie :

- développer les forêts-énergie durables, évitant des impacts négatifs sur l'agriculture, les autres forêts ou le secteur énergétique ;
- implémenter des politiques de bonne gouvernance pour un développement durable de la bio-énergie ;

- recherche et développement en particulier dans les technologies de seconde génération (pour le combustible liquide).

6. Conséquences du changement climatique :

- améliorer la séquestration du carbone par de nouvelles approches ;
- fournir des données fiables et prouvées scientifiquement aux négociateurs ;
- simplifier les règles des projets *Afforestation and Reforestation Clean Development Mechanism* (A/R CDM) et l'implémentation de REDD+ ;
- respecter les besoins et enjeux locaux dans les mécanismes liés au changement climatique ;
- recherches sur l'adaptation au changement climatique, et à ses impacts sur les écosystèmes, les économies et les sociétés.

7. Protection des écosystèmes :

- protéger et restaurer les écosystèmes fragiles (zone aride, zone humide, montagnes...);
- augmenter les efforts de lutte contre la désertification à travers des actions forestières.

8. Promotion de l'industrie forestière :

- créer un environnement politique et un cadre légal pour le développement d'une industrie forestière ;
- recherche et développement en faveur de technologies propres et de produits forestiers.

9. Bonne gouvernance dans et autour du secteur forestier, maîtrise foncière :

- améliorer la gouvernance, et faciliter la gestion forestière durable par les acteurs étatiques et non étatiques ;
- reconnaissance du rôle des femmes ;
- amélioration des conditions de travail ;
- réforme de la propriété foncière, en faveur des communautés et acteurs locaux pour l'utilisation et la gestion des ressources de la forêt ;
- développement de stratégies financières dans la cadre des programmes forestiers nationaux, avec des instruments innovants pour les investissements et le développement du marché.

franchi début des années 2000. Les rôles fonctionnels, culturels et esthétiques de l'arbre et de la forêt en ville ont été rappelés au cours de deux sessions du thème 3 consacrés à la foresterie urbaine qui ont toutes les deux fait salle comble. Plusieurs pays comme la Chine, la Colombie ou le Maroc font preuve dans ce domaine d'une volonté politique claire concrétisée par un réel dynamisme et une grande efficacité, tant dans le domaine de l'enseignement que dans l'organisation des services publics forestiers. De nombreux posters ont également témoigné de la vigueur et de la créativité de ce domaine qui est immanquablement amené à se développer.

Parmi les nombreux événements parallèles organisés en marge du congrès, pointons celui organisé par une task-force de l'organisation internationale de recherche forestière (IUFRO) sur le thème « Forêt, santé et bien-être humain ». Présidée par John Parrota du service forestier nord-américain, ce groupe s'intéresse tant à la prise en compte des connaissances traditionnelles dans les sociétés rurales qu'aux attentes des sociétés post-industrielles. Cette initiative montre elle aussi que la foresterie n'est pas monolithique et qu'elle couvre des facettes nombreuses et diversifiées.

DÉCLARATION FINALE OFFICIELLE

Afin de positionner les lignes qui précèdent dans la tonalité générale du congrès, nous reprenons en encart (voir page précédente) une synthèse de la déclaration officielle qui a été prononcée lors de la session de clôture. Cette déclaration comprend neuf conclusions et vingt-sept actions stratégiques.

CONCLUSIONS

À l'image de la ville qui accueillait ce congrès, à la fois moderne et coloniale, européenne et métissée, ce congrès est apparu truffé de contrastes. Contrastes entre la scène et les coulisses, franc-parler des représentants de peuples indigènes, discours conquérants des pays émergents, présence timide des pays africains et arides, paradoxe entre la gourmandise du secteur bio-énergie et la faim dont souffre certaines régions, confrontation des statistiques officielles à l'importance locale de l'économie informelle...

Chaque participant gardera certainement le souvenir d'une organisation sans faille et de l'accueil chaleureux de cette bouillonnante région du monde. ■

CHRISTINE FARCY

christine.farcy@uclouvain.be

Unité des Eaux et Forêts
Université catholique de Louvain

Croix du Sud, 2 bte 9
B-1348 Louvain-la-Neuve